

**INTERNATIONAL SOCIETY FOR HISTORY DIDACTICS**  
**INTERNATIONALE GESELLSCHAFT FÜR GESCHICHTSDIDAKTIK**  
**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR LA DIDACTIQUE DE**  
**L'HISTOIRE**

1. Vorsitzende: Prof. Dr. Elisabeth Erdmann, Universität Erlangen-Nürnberg, Bubenreuth, Baumzeit 4, Tel. 09131/202474, e-mail: [eherdman@ewf.uni-erlangen.de](mailto:eherdman@ewf.uni-erlangen.de)

2. Vorsitzende: Prof. Dr. Maria Repoussi, 92, Tsimiski str., 54622 Thessaloniki, Greece

---

Lettre OUVERTE publiée sur le site de la SIDH ([www.int-soc-hist-didact.org](http://www.int-soc-hist-didact.org))

A Xavier Darcos  
Ministre de l'Education nationale  
110, rue de Grenelle  
75357 Paris 07 SP  
France

30.10.2008

Monsieur le Ministre,

des rumeurs insistantes font état, dans la réforme prévue en France pour le lycée, d'une disparition de l'histoire (et de la géographie) du tronc commun des programmes de Première et de Terminale des lycées français. La Société Internationale pour la Didactique de l'Histoire prend très au sérieux cette information et s'en inquiète. La disparition de l'histoire des programmes scolaires dans différents Etats est un choix risqué pour l'avenir.

La culture, tout particulièrement européenne, est pétrie d'histoire. Notre Société a toujours considéré que la formation historique des nouvelles générations était au coeur de leur compréhension du monde et de l'altérité, du développement de leurs compétences d'acteurs sociaux et politiques. L'histoire n'est pas qu'une discipline scolaire : elle est aussi ce qui donne aux élèves les moyens de comprendre le présent et d'en avoir une approche critique et réfléchie (les comparaisons actuelles dans les médias entre la crise financière et celle de 1929 le manifestent implicitement). Il est de la responsabilité des historiens de contribuer à ce qui apparaît comme une part de la formation à la démocratie, nous l'avons plusieurs fois rappelé dans nos colloques. Or aujourd'hui en France et dans d'autres pays, cette fonction est mise en cause.

La recherche historique française est solide et influente. L'histoire est aussi partie de la formation aux Grandes Ecoles. Ceci n'est possible que parce qu'il y a en France un enseignement de l'histoire efficace et attractif, dispensé à tous les jeunes. Mais en France, traditionnellement, l'histoire est plus qu'une part de la culture humaniste : elle est une part de la culture politique, de la façon de penser le monde présent, et elle nourrit les débats publics de ses références. Les discours politiques et les médias l'attestent quotidiennement. Le contexte européen est marqué par un usage public de plus en plus médiatisé du passé et des mémoires, voire par une instrumentalisation de l'histoire au service de différents projets politiques. Les

citoyens doivent être à même de décrypter de tels usages et de se positionner de façon raisonnée dans les débats. Il serait surprenant, dans un tel contexte, que les jeunes soient privés de la réflexion sur le passé, précisément à l'âge où ils deviennent citoyens en âge de voter et de faire des choix réfléchis.

La SIDH est constituée d'historiens et de didacticiens de l'histoire de toutes les régions du monde. Nous sommes convaincus que l'éducation historique contribue pleinement à la compréhension du monde et de l'autre, qu'elle est porteuse d'une réflexion nécessaire à la vie sociale et politique. Il n'est pas toujours facile de lui donner cette dimension avec les élèves les plus jeunes. A rebours, installer de jeunes citoyens dans l'ignorance des enjeux du passé, des débats, des interrogations sur le présent dont sont porteuses les problématiques historiques ne semble guère pertinent. A qui peut-on faire croire que la culture générale historique reçue avant 16 ans est suffisante au citoyen du 21<sup>e</sup> siècle ?

Nous demandons donc que l'histoire et tout particulièrement celle du 20<sup>ème</sup> siècle reste enseignée à tous les adolescents indépendamment des filières et des choix d'option qui pourraient être les leurs.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à notre considération la plus distinguée



La Présidente  
Friedrich-Alexander-Universität  
Erlangen-Nürnberg

Pour la vice-présidente :

Maria Repoussi, Aristotle University, Thessaloniki,

Pour les membres du comité directeur :

Luigi Cajani, Université La Sapienza, Rome,  
Mostafa Hassani Idrissi, Université Mohammed V, Rabat,  
Daniel Moser-Léchet, Pädagogische Hochschule Berne,  
Susanne Popp, Universität Augsburg,  
Nicole Tutiaux-Guillon, Université d'Artois, Arras.